

# EXCELSIOR

9<sup>e</sup> Année. — N° 2.776. — 10 centimes. — Étranger : 20 centimes.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLEON

Mercredi  
**26**  
JUN  
1918

RÉDACTION & ADMINISTRATION  
20, rue d'Enghien, 20. — PARIS (X<sup>e</sup>)  
Téléphone : Gutenberg 0273 - 0275 - 15.00  
Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS  
TARIF DES ABONNEMENTS :  
France... 3 mois, 10 fr.; 6 mois, 18 fr.; 1 an, 35 fr.  
Étranger... 3 mois, 20 fr.; 6 mois, 36 fr.; 1 an, 70 fr.  
PUBLICITÉ : 11, B<sup>is</sup> des Italiens. - Tél. : Gut. 12-45  
:: PIERRE LAFITTE, FONDATEUR ::

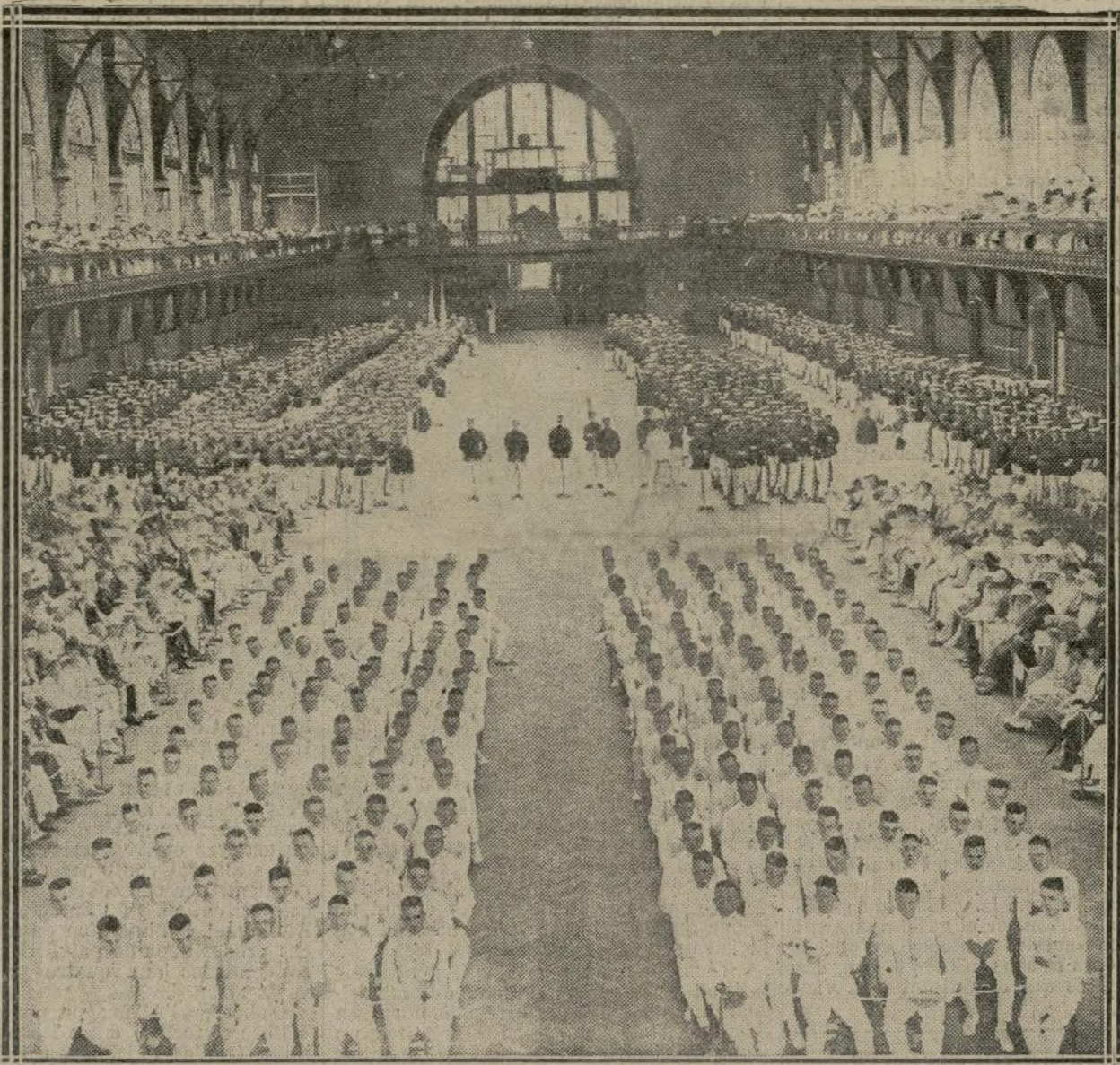
## UN "AS" AMÉRICAIN



LE LIEUTENANT F. WINSLOW

Le lieutenant F. Winslow, décoré de la croix de guerre française, est l'un des plus brillants aviateurs américains; le voici photographié près de son appareil.

## UNE FÊTE A L'ÉCOLE NAVALE D'ANNAPOLIS



LES NOUVEAUX OFFICIERS DE LA MARINE AMÉRICAINE

Cent quatre-vingt-dix-neuf élèves de l'école navale d'Annapolis ont reçu dernièrement leur brevet d'enseigne des mains de M. Daniels, le ministre des États-Unis qui a donné une si vigoureuse impulsion à la marine de guerre américaine. Avant de quitter l'école, ils organisent une fête au profit de la Croix-Rouge.

## LA CAPITAINE BAYLIS



L'UNIQUE AMÉRICAINE OFFICIER

Elle commande une des divisions d'infirmières qui prirent part à la parade de New-York organisée pour commémorer l'entrée en guerre de l'Italie.

## LE PREMIER ESSAI DE TRANSPORT POSTAL AÉRIEN ENTRE NEW-YORK ET WASHINGTON



LE DIRECTEUR DES POSTES CONFIE LES DÉPÊCHES AU PILOTE WEBB

Ce fut le 15 mai dernier que fut inauguré aux États-Unis le service officiel de transport postal aérien. Le pilote, le lieutenant aviateur H. Webb, prit son vol à Belmont Park (New-York) en présence du directeur des Postes de New-York, du président de l'Aéro-



L'AVIATEUR FARRÉ REMET UN PORTE-BONHEUR AU LIEUTENANT H. WEBB

Club et d'aviateurs français, parmi lesquels il convient de signaler le peintre Farré. Il emportait 144 livres de dépêches, soit 2.457 plis. Trois heures plus tard ces plis étaient distribués dans Washington. Une seconde ligne va être créée entre New-York et Boston.



## LA RIVE DROITE DE LA PIAVE entièrement nettoyée d'ennemis

LES ITALIENS PROGRESSENT DANS LA ZONE MONTAGNEUSE

Plus de 2.000 nouveaux prisonniers tombent  
aux mains de nos alliés.

Pendant la journée d'hier, les valeureuses troupes de la 3<sup>e</sup> armée, après avoir vaincu et obligé à se rendre les extrêmes arrières ennemis, ont réoccupé complètement la rive droite de la Piave, capturant 18 officiers et 1.607 hommes de troupe. Dans la zone du Tonale, nos braves alpins, par un coup de main bien réussi, ont capturé au complet la garnison d'un poste avancé ennemi au sud-est de la pointe de Ercavallio.

Sur le plateau d'Asiago, un raid sur les pentes du mont di Valbella nous a rapporté 102 prisonniers. Sur tout le front nord-ouest du mont Grappa, nos troupes, par des actions combinées, de fortes concentrations d'artillerie et des points d'infanterie menées avec élan, ont infligé de lourdes pertes à l'ennemi, obtenu des avantages de terrain et capturé 7 officiers, 326 hommes de troupe et 16 mitrailleuses.

Pendant la journée d'hier et pendant la nuit dernière, les avions ont effectué des bombardements efficaces. Le 23 et le 24 courant, 9 avions ennemis ont été abattus.

(Communiqué italien du 25 juin, 16 h. 30.)

Ainsi qu'il était aisé de le prévoir, les Autrichiens ont perdu, hier, les dernières têtes de pont qu'ils gardaient encore sur la rive droite de la Piave, au-dessous du Montello. Plus de 1.600 prisonniers sont venus s'ajouter aux 4.000 qui étaient restés aux mains de nos alliés dans la première journée de cette désastreuse retraite.

Sur le front montagneux, on signale une certaine reprise d'activité : ce sont, ici comme sur la Piave, les Italiens qui attaquent, et progressent. Sur le plateau d'Asiago, une reconnaissance dans la direction du mont Valbella leur a rapporté 102 prisonniers. A l'autre extrémité de ce front, sur les pentes nord-ouest du mont Grappa, ils ont gagné du terrain en faisant encore 333 prisonniers.

Ce ne sont là, évidemment, que des opérations locales, mais elles ont leur importance, soit qu'elles préviennent une diversion de l'ennemi dans cette région, ou l'empêchent d'y prélever des troupes pour tâcher de renforcer l'armée défaite sur la Piave.

Jean VILLARS.

### Un télégramme du roi au président de la République

En réponse aux félicitations qu'il avait envoyées au roi d'Italie, le président de la République a reçu le télégramme suivant : « Je vous remercie pour les félicitations amicales que vous avez bien voulu m'exprimer à l'occasion des succès remportés contre l'ennemi commun par l'armée italienne, dont la fraternité d'armes avec l'armée française s'affirmera sur les champs de bataille de nos deux pays. »

» VITTORIO-EMANUELE. »

### Les félicitations des Etats-Unis

WASHINGTON, 25 juin. — M. Baker, ministre de la Guerre, dans le message de félicitations qu'il a envoyé au gouvernement italien à l'occasion de la victoire remportée sur les Autrichiens sur la Piave, dit :

« Le peuple des Etats-Unis suit avec enthousiasme et admiration les exploits de votre brave armée. »

### LE VAIQUEUR DE LA PIAVE

Pas commode, le général Diaz, nous dit un officier italien qui a servi sous ses ordres et auquel nous avons demandé d'évoquer quelques souvenirs sur le triomphateur de la Piave. Les officiers surtout connaissent sa rigueur, car, s'il est parfois indulgent pour les soldats, il exige, par contre, toujours une attention profonde et une discipline rigoureuse de la part de ses collaborateurs. Et lui-même donne l'exemple du travail : il est le premier levé et le dernier couché. Il a l'œil du maître dont parle La Fontaine, et il



LE GÉNÉRAL DIAZ

aime se rendre compte personnellement de tout ce qui se passe dans la grande famille dont il est le chef.

C'est un silencieux, bien qu'il soit doué d'un esprit vif et très capable de séduire. Il ne s'amuse point de ses réparties, et après s'être montré spirituel il promène un regard impassible sur ceux qui l'écoutent. C'est un fait que le généralissime ne rit jamais. On l'a toujours connu sérieux, voire sévère, même alors qu'il n'avait pas la charge qui lui impose une immense responsabilité.

Comme tout bon Napoléonien — le général Armando Diaz est né à Naples, en 1861 — il adore l'œuvre des musiciens. Peu de temps après avoir été pourvu du commandement suprême, un sénateur du Midi lui ayant demandé s'il aimait toujours la musique, s'attira cette laconique réponse : « Oui, celle des canons. »

Peu connu de la foule, il est très apprécié dans les cercles militaires. Sa nomination, qui date du 8 novembre 1917, causa cependant quelque surprise. L'héritage du général Cadorna paraissait un peu lourd pour un chef qui n'était que bri-

gadier au début de la guerre, mais on fut vite rassuré. Il se mit tout de suite au travail. La tâche était lourde : il fallait avant tout réorganiser une armée composée de quelques millions d'hommes, dont un tiers étaient, par suite des circonstances, assez démoralisés. Sa mission était d'autant plus ardue que les troupes devaient continuer à tenir tête à l'ennemi qui les harcelait.

Il eut la pleine conscience de ce qu'il avait à faire et il se mit à la besogne avec acharnement. En trois jours il choisit ses nouveaux collaborateurs et changea les commandants qu'il avait jugés insuffisants. On dit, dans l'armée, qu'une fois cette œuvre préparatoire achevée, il affirmait froidement qu'avant un an il aurait réparé « la faute de Caporetto ». Il a tenu sa promesse et il ne lui fallut que sept mois et demi pour réaliser son programme de la manière que l'on sait.

Dans ses communiqués, il a voulu reconnaître et complimenter « la vaillance malheureuse » d'un ennemi peu chevaleresque, les maréchaux von Borevic et Conrad von Hotzendorf ayant toujours insulté et méprisé dans leurs bulletins et dans leurs proclamations les qualités et les mérites de l'armée royale italienne.

Cette armée, que la volonté du général Diaz a su galvaniser et guider, on peut dire avec une entière confiance qu'elle le suivra toujours et sans hésiter le long des victoires glorieuses qui conduisent à la victoire.

## LA CHAMBRE DISCUTE LES DOUZIÈMES PROVISOIRES DU 3<sup>e</sup> TRIMESTRE DE 1918

M. Georges Leygues répond à un réquisitoire de M. de Kerguezec contre l'administration de la marine de guerre

La Chambre a abordé hier la discussion des crédits provisoires applicables aux dépenses militaires et aux dépenses exceptionnelles des services civils pour le troisième trimestre de 1918.

Dans toutes les discussions budgétaires, M. Emmanuel Brousse est le premier orateur inscrit. Hier, inlassablement, il s'est encore élevé contre les gaspillages et a réclamé de sérieuses économies.

Depuis le début de la guerre, a-t-il rappelé, le total des sommes demandées au Parlement atteint 133 milliards 410 millions. Ce chiffre énorme est fait pour nous faire réfléchir.

Le député des Pyrénées-Orientales a signalé une longue série d'abus, notamment les nominations de fonctionnaires pour combler les vacances de postes survenues dans les régions envahies, l'accroissement des emplois sédentaires et des officiers — 2.000 places de plus pour 100.000 hommes de moins, et 2.000 officiers de plus pour 500.000 hommes de moins.

Entre temps il a enrichi la langue française d'un substantif nouveau : le « badernisme ».

Il paraît, a-t-il dit, que divers ministères et services font des demandes continues d'officiers pour embusquer des camarades. On radie des officiers et on les réintègre le lendemain. C'est une véritable comédie ! Cependant le « badernisme » n'a-t-il pas fait assez de mal à ce pays ?

C'est aux bureaux de la marine de guerre que s'en prit ensuite M. de Kerguezec. Le député des Côtes-du-Nord prononça, en effet, un véhément réquisitoire contre l'administration de la rue Royale, à laquelle il reproche de s'opposer à tout rajeunissement des cadres, et aussi des gaspillages effroyables.

M. Georges Leygues, ministre de la Marine, a tenu d'ailleurs à répondre aussitôt aux critiques de M. de Kerguezec. Il a fait en montrant l'effort immense tenté par la marine depuis sept mois et ses résultats, rappelant notamment les paroles de von Tirpitz, auxquelles les événements ont donné un si éclatant démenti :

« L'armée américaine, avait dit l'amiral allemand, ne touchera jamais les rives de France ! »

Défendant ensuite certaines nominations de vice-amiraux, M. Georges Leygues indiqua qu'il avait fallu constituer en Méditerranée des divisions nouvelles. M. de Kerguezec soutint alors que l'état-major ne comprenait pas le problème du bassin oriental de la Méditerranée.

Si la Chambre veut que cette question spéciale soit éclairée, répliqua M. Georges Leygues, je suis prêt, à la première occasion, à lui donner, en comité secret, les précisions nécessaires.

On entendit encore l'amiral Bienaimé, que M. de Kerguezec prit quelque peu à partie, et deux ou trois autres orateurs, puis on vota les trois premiers articles.

La discussion continuera demain.

A l'ouverture, M. Deschanel, président, avait prononcé l'éloge de M. Georges Le Bail-Maignan, député du Finistère et secrétaire de la Chambre, décédé. — LÉOPOLD BLOND.

COULISSES DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

## FERDINAND DE BULGARIE

La fourberie de ce souverain  
est légendaire dans tous  
les milieux princiers.

Pourquoi le Ferdinand de Bulgarie a-t-il consenti à se séparer de l'homme sans scrupules qu'est Radoslavof, ce premier ministre ancien condamné pour faux, détournement de fonds d'Etat et pour quelques autres gentilles de même genre ? C'est ce que nous ignorons à l'heure actuelle. Le motif ne doit avoir rien d'honorable tels que nous connaissons les deux personnages : le président du Conseil bulgare qui s'en va après cinq ans de manœuvres favorables à l'Allemagne était le digne collaborateur de ce souverain dont la fourberie



LE TSAR FERDINAND

est légendaire dans tous les milieux princiers. « Le Fourbe » : c'est ainsi que le désignait couramment avant la guerre le roi de Bavière ; depuis, son opinion n'a pas dû changer, mais il ne doit plus l'exprimer avec la même franchise.

Avant de s'emparer, malgré l'Europe, du trône de Bulgarie nouvellement élevé, Ferdinand de Saxe-Cobourg, le fils préféré de la princesse Clémentine, était fort mal considéré par ceux qui l'approchaient. Le baron Beyens, secrétaire du roi Léopold II de Belgique, l'avait vu de près durant un séjour que la princesse Clémentine et son fils avaient fait à Ostende, en 1885 : « Tous les matins, a-t-il dit, j'entendais le bruit d'une scène étrange qui m'intriguait. Ferdinand entraînait régulièrement en colère et malmenait son secrétaire, un jeune Autrichien. La princesse Clémentine avait seule le don de calmer ce jeune prince mal élevé. »

La princesse Clémentine affectionnait particulièrement ce jeune garçon blond.

Il était tout le contraire de son frère Philippe, marié à une fille du roi des Belges, et qu'il poussa au scandale par ses brutalités, après l'avoir fait enfermer comme folle dans une maison de santé, d'où elle parvint à s'évader pour aller rejoindre un officier qui s'était montré pitoyable. Ce Philippe de Cobourg entraînait dans la chambre de sa femme, revenant de la chasse tout couvert de boue, après s'être attardé dans quelques-uns de ces rendez-vous de chasse bien connus de champagne. Il se couchait alors dans le lit conjugal sans même se donner la peine de tirer ses bottes. Ferdinand était tout autre. Sa toilette était toujours très soignée, ses manières polies et son attitude un peu précieuse, efféminée. Simple lieutenant de réserve autrichien, il ne montrait que peu de goût pour les exercices militaires. Très intelligent, son goût le poussait à l'intrigue, et son ambition se manifestait dans toutes ses conversations.

Le duc d'Annam avait un faible pour la princesse Clémentine : c'était la sœur beaucoup plus jeune, la dernière fille de Louis-Philippe, l'enfant venue sur le tard et que tous ses grands frères avaient toujours un peu gâtée. Aussi la princesse amenait-elle souvent son fils Ferdinand au château de Chantilly ; elle avait même espéré que son frère laisserait une bonne part de son gros héritage à ce neveu, cadet de famille, dont elle voulait faire un roi. Elle fut déçue de ce côté ; Ferdinand avait déçu au duc d'Annam, d'allures si françaises, très vert-galant, et qui était choqué par certaines allures trop orientales de ce jeune homme dont il disait par ailleurs à la comtesse de Clinchamp, femme morganatique du duc :

« Ce qui embarrassait le moins Ferdinand, ce sont les scrupules. »

Une des particularités du caractère du roi Ferdinand quand il était jeune homme, c'était sa superstition et son mysticisme. Pendant tout son règne, le roi Ferdinand a beaucoup donné dans les sciences occultes. Il croit au spiritisme et à la chiromancie. Le seul diplomate étranger qui ait eu peut-être de l'influence sur lui fut un jeune attaché d'ambassade français alors à Sofia, M. Mancini, mort il y a six ans, directeur du bureau de la Presse au Quai d'Orsay, et de qui je tiens ce détail.

M. Mancini, pour tromper les longs loisirs des séjours à l'étranger, s'était mis, par amusement, à étudier la chiromancie, et il était devenu d'une assez jolie force dans cet art curieux et qui permet bien des fantaisies. Le roi Ferdinand, ayant appris cette particularité, invitait M. Mancini à venir au palais et lui demandait fréquemment de lire dans les lignes de la main. Connaissant ses ambitions et sachant quelques particularités de sa vie privée, le jeune diplomate français ne manquait pas de mêler la vérité qu'il connaissait aux probabilités, et il était arrivé à inspirer une véritable confiance au souverain.

Ferdinand, très hypocrite, et ayant besoin du concours de la France, ne manquait jamais, quand il recevait un Français de marque, de le mener dans son cabinet de travail ; il lui montrait une coupe de cristal contenant une poignée de terre :

« Je n'oublie pas, disait-il, que je suis le petit-fils de Louis-Philippe, et voici de la terre de France ; je l'ai rapportée de Chantilly : elle me suivra à mon dernier repos. »

JEAN-BERNARD.

## AU REICHSTAG VON KUHLMANN fait l'exposé de ses buts de guerre SES FORMULES SONT AUSSI VAGUES QUE MENAÇANTES

Ce discours est surtout destiné à l'opinion  
publique d'outre-Rhin.

On attendait un discours du comte Hertling. Mais le chancelier, qui ne trouve peut-être pas que l'occasion soit propice, a préféré laisser M. de Kühlmann prendre la parole le premier.

Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères s'était expliqué devant la commission principale du Reichstag au sujet de la paix roumaine. Devant le Reichstag il a exposé la situation générale au point de vue allemand, et, agrandissant peu à peu son sujet, il en est venu à exposer les conditions que l'Allemagne attendrait des Alliés, si les Alliés se décidaient à lui offrir la paix.

Il va sans dire que cette partie du discours est de beaucoup la plus intéressante. Nous passerons donc rapidement sur les couplets d'usage. M. de Kühlmann a vanté l'accord qui règne entre les gouvernements et les peuples de la Quadruple. Il a reconnu l'existence de quelques frictions entre Bulgares et Turcs, mais il en a atténué le caractère et a annoncé l'ouverture d'une conférence à Constantinople pour régler le sort du Caucase. Enfin, au sujet de la Russie, M. de Kühlmann a déclaré que la politique allemande était celle de la prudence, mais aussi celle des annexions puisque la Courlande, la Livonie et l'Esthonie ne doivent plus désormais former qu'un seul pays — étrange manière d'interpréter le traité de Brest-Litovsk.

Mais tous ces détails n'étaient en somme que hors-d'œuvre. M. de Kühlmann est passé de là à la question essentielle, la question sur laquelle le gouvernement impérial était poussé de nouveau à s'expliquer, tant de l'extrême-droite que de l'extrême-gauche : la question de la paix.

C'est, comme toujours, la « carte de guerre » à la main que le secrétaire d'Etat s'est présenté. Suivant le mot d'ordre du grand quartier général, il a proclamé que l'Allemagne était victorieuse, que ses victoires allaient continuer et que les Alliés devaient, par conséquent, se conformer à cette situation. Si l'Entente, a dit M. de Kühlmann, a l'intention de nous apporter des propositions de paix, il faudra qu'elle se conforme aux quatre principes suivants :

D'abord, l'Allemagne prétend vivre « libre et forte » entre les frontières que lui a tracées l'histoire. Quelles sont ces frontières ? Les anciens empereurs d'Allemagne du moyen âge, dont les Hohenzollern ont relevé la couronne en 1871, régnaient jusqu'en Sicile. La formule de M. de Kühlmann est donc terriblement élastique : c'est celle que l'Allemagne a invoquée jadis pour annexer l'Alsace-Lorraine. C'est celle qui lui permettrait de réclamer de nouvelles annexions.

Mais ce n'est pas tout. L'Allemagne ne redemande pas seulement ses anciennes colonies. Elle en exige de nouvelles. M. de Kühlmann a rendu officiel le programme d'empire colonial si souvent développé par le docteur Solf, celui d'un *Mittel-Europa* qui serait le pendant du *Mittel-Afrika*. L'Allemagne prétend obtenir des colonies qui égalent sa « capacité d'organisation ». Nouvelle formule redoutable de ses appétits.

L'Allemagne réclame ensuite la liberté des mers. Or, on sait comment elle la conçoit : l'Angleterre devrait renoncer à Gibraltar, à Malte, à Aden, etc... C'est-à-dire que l'Allemagne, dont la flotte n'a pas quitté ses ports, voudrait infliger à l'Angleterre l'équivalent de la plus formidable défaite maritime. Là, M. de Kühlmann rêve absolument.

Reste la Belgique : l'Allemagne persiste à la considérer comme un gage et un objet

de marchandage. M. de Kühlmann n'a donc pas dévié un instant de la ligne adoptée par lui et qui consistait à s'exprimer, sur tous les points, au nom des succès militaires de l'Allemagne en formules vagues et menaçantes.

Ce n'est pas un bon moyen de faciliter les conversations sur la paix.

Mais ce discours n'est-il pas destiné à l'usage intérieur plus qu'à l'usage extérieur ? M. de Kühlmann ne peut ignorer que les Alliés, forts du concours américain, forts de la certitude qu'ils ont de détenir les matières premières du monde entier, ne peuvent être ébranlés par son langage. Au contraire, l'opinion publique allemande a besoin de toniques et de fortifiants. C'est le sens le plus clair de cette réplique de Berlin aux récents discours de M. Balfour et de M. Lloyd George.

Jacques BAINVILLE.

### Les paroles de M. von Kühlmann sur les offres de paix

BERNE, 25 juin. — Voici le passage des déclarations faites par M. von Kühlmann, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, au sujet des offres de paix :

« Le 16 mai, M. Asquith a dit : « Le gouvernement britannique ne serait pas opposé à une paix honorable, et si des propositions reposant sur une base solide étaient présentées, il ne ferait pas la sourde oreille. » Nous pouvons faire la même déclaration, car elle est absolument conforme à notre politique. »

« Des conditions préliminaires, sans doute, une certaine mesure, confidentielle, et doivent être traitées convenablement et chevaleresquement. »

« Sans cet échange de vues préliminaire, on ne peut guère attendre la paix d'une décision purement militaire en raison de l'étendue et de la grandeur de cette guerre de coalition. »

« Notre situation nous permet de tenir ce langage. »

« Nous espérons que nos adversaires verront enfin qu'en présence des moyens dont nous disposons toute pensée de victoire est un rêve, une illusion, et que, suivant l'intention de M. Asquith, ils trouveront une voie pour nous présenter des propositions de paix répondant aux nécessités vitales de l'Allemagne. » (Radio.)

### Paris zone des armées

Au Conseil des ministres, hier matin, le président du Conseil a fait signer par le président de la République un décret par lequel le département de la Seine est rattaché à la zone des armées.

C'est là une mesure d'ordre militaire qui ne modifiera en rien les conditions actuelles de la vie publique, les grands services civils continuant à fonctionner sous l'autorité des ministères dont ils dépendent.

### La défense de Paris

Le groupe des députés de la Seine a entendu hier le rapport de M. Petitjean sur la défense de Paris, en ce qui concerne particulièrement les incendies et la police. Ce rapport conclut à l'augmentation du nombre des sapeurs-pompiers et à l'organisation plus étendue de la police en banlieue.

Le groupe entendra M. J.-L. Dumesnil, sous-secrétaire d'Etat de l'Aéronautique, sur la défense aérienne de la capitale.

## UN NOUVEL "AS" : LE CAPITAIN DE SEVIN

Le capitaine de Sevin a eu hier, pour la première fois, les honneurs du communiqué, qui relatait sa dixième victoire.

Né le 10 mars 1894, à Toulouse, il était élève officier à l'Ecole de Saint-Cyr lorsque éclata la guerre. Affecté au 13<sup>e</sup> bataillon de chasseurs à pied, il fit campagne jusqu'au 12 avril 1915, date à laquelle il fut blessé en Argonne.

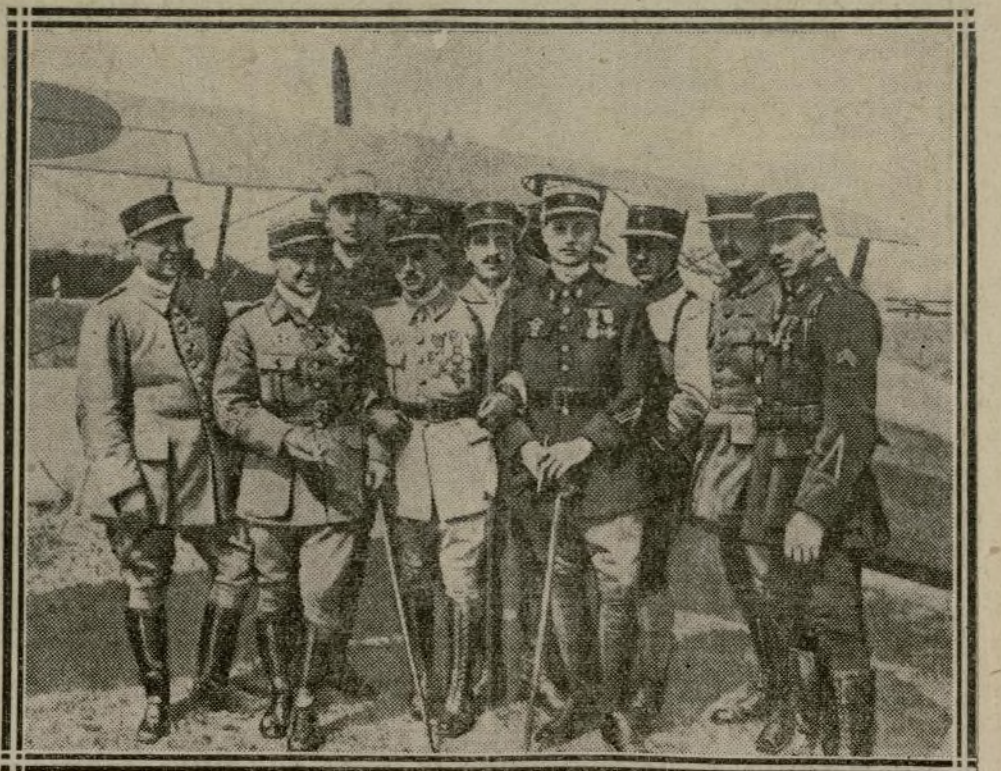
Quelques mois après il entra dans l'aviation. Le 11 novembre 1915 il est à la N-12. Il reçut son deuxième galon le 25 décembre 1916.

Un an après, jour pour jour, après avoir abattu sept appareils ennemis et avoir reçu une glorieuse blessure, il était nommé

commandant de l'escadrille SPA.26. Il succédait à l'aviateur de La Tour dans le commandement de cette unité, qui a compté dans ses rangs : Garros, de Rochefort, Pinsard, Menard, Soulier, etc.

Le capitaine de Sevin a obtenu son troisième galon le 2 mars 1918. Voici les dates auxquelles il a accompli ses exploits : 12 juillet 1916, à Chamouille ; 4 mars 1917, à Verdun ; 11 mai et 19 juin 1917, à Reims ; 30 septembre 1917, deux avions ennemis à Fromezay ; 20 janvier 1918, à Samogneux ; 1<sup>er</sup> avril 1918, à Figueurès ; 15 mai 1918, à Assainvilliers ; 16 mai 1918, à Montdidier.

Le nouvel as est le neveu du commandant de Rose.



Fonck, après sa sextuple victoire du 9 mai, donne le bras au capitaine Battle (à sa droite), et au capitaine de Sevin, le nouvel « as » révélé par le communiqué du 24 juin.



LES CONTES D'EXCELSIOR

## L'ETAPE

PAR  
JACQUES CÉSANNE

Mme Descombes venait de relire quelques feuilles du carnet sur lequel elle notait, naguère, ses impressions de jeune fille. Elle sourit tristement, puis écrivit :

« 15 mars 1910.

» Toi qui a connu mes illusions et mes espoirs, mon doux confident d'autrefois, je vais te dire aujourd'hui la détresse de mon cœur. Mais ces lignes seront les dernières que je te confierai... A quoi bon, en effet, vivre deux fois sa douleur en l'évoquant, aux heures où, dans le silence de la nuit, elle pourrait enfin s'apaiser ? Écoute donc mon dernier secret... J'ai épousé un homme vulgaire et brutal, âpre comme le roc de ces montagnes d'où il est descendu vers la ville, à la conquête de l'or. En me prenant, il m'a meurtri jusqu'au fond de l'être. Dans ma vie brisée il n'y a plus place pour le bonheur, puisqu'il ne m'aime pas, et que, m'aimerait-il, moi, je ne pourrais plus jamais l'aimer ! Ah ! de l'idéal où je planais naguère quelle chute dans la réalité des choses ! Et maintenant je vais m'efforcer de vivre sans révolte, asservie aux besognes que l'on réclame de moi... »

Et Mme Descombes replaça dans son secrétaire l'humble cahier des jours révolus.

\*\*

Quelques mois plus tard, elle recevait de son médecin le billet suivant : « Le docteur Fournier serait désireux de s'entretenir avec Mme Descombes, le plus tôt possible. Pourrait-elle lui faire l'honneur de venir aujourd'hui, à son cabinet, vers deux heures ? Le docteur prie Mme Descombes d'agréer... »

La jeune femme se demanda ce que pouvait bien signifier cette convocation inopinée. Elle déjeuna seule, sans son mari, que d'ailleurs les affaires retenaient généralement au dehors, et se rendit chez le docteur.

C'était un brave homme, une sorte de bourru bienfaisant qui connaissait à fond son métier, et le considérait, au besoin, comme un apostolat.

— Chère madame, dit-il, aujourd'hui, je suis le médecin des âmes. Asseyez-vous là. Je vais vous gronder un peu. Qu'est-ce que vous avez écrit sur ce petit calepin que votre mari m'a montré tout à l'heure ? Est-ce que l'on fait cela à votre âge ? Vous n'avez plus seize ans, voyons. On peut penser ce qu'on veut, mais on n'écrit pas, que diable ! Sur tout de semblables choses. M. Descombes a passé une heure ici, ce matin. J'ai cru qu'il allait avoir un véritable accès de folie... Il se promenait de long en large, à travers mon cabinet, comme un fauve dans sa cage. Je l'ai calmé tant bien que mal, tantôt avec des paroles, tantôt avec des potions. Je pense que la crise est passée. Je lui ai fait promettre, d'ailleurs, de ne se livrer à aucun excès d'aucune sorte... Je suis son camarade d'enfance, vous le savez, et j'ai sur lui un certain empire. Mais, enfin, il est probable qu'il va avoir avec vous une explication... Et j'ai cru bon de vous prévenir, pour que vous ne fussiez pas prise au dépourvu. Songez que vous vous devez avant tout à l'enfant que vous portez en ce moment.

— Merci, docteur, répondit la jeune femme. J'aurai du courage ; j'en ai déjà eu beaucoup, je vous assure...

— Mais oui, mais oui, je m'en doute bien. Dites-vous, cependant, que si la vie est pour beaucoup ce qu'on nous l'impose elle est aussi un peu ce que nous la faisons. Il ne faut pas la prendre trop au tragique. La philosophie vient avec l'âge, et tout finit par s'arranger à peu près, pourvu qu'on y mette de la bonne volonté...

\*\*

M. Descombes ne rentra que fort tard dans la nuit. Le lendemain, il était un peu pâle, un peu sombre, mais il ne fit aucune allusion aux événements de la veille. Seulement, de ce jour, il ne parut plus dans la chambre de sa femme.

Lorsque la mobilisation arriva, il lui dit :

— Voici ton carnet. Je l'ai porté sur moi pendant plus de quatre ans. Et je l'ai souvent relu. Mais je puis être tué, et je ne voudrais pas qu'il tombât entre des mains étrangères. J'ai bien souffert, car je t'ai profondément aimée... Je ne te fais aucun reproche...

— Pourquoi, demanda-t-elle, ne m'as-tu pas parlé ainsi plus tôt, à cœur ouvert ?

— A quoi bon ? répondit-il. Tu as dit la vérité en écrivant que j'avais encore en moi toute la dureté des montagnards des Cévennes... Cependant, je me suis affiné quand même un peu, assez pour avoir conscience de ma rudesse, pas assez pour pouvoir m'en affranchir. J'en suis à l'étape intermédiaire, et elle est douloureuse.

Il avait la gorge serrée. Il continua :

— Voilà ce que je voulais te dire : si je ne reviens pas, je te demanderai de donner à notre fils ta tendresse et ta sensibilité, et d'en faire un homme, qui, lui, pourra rendre sa femme heureuse, et alors... ma pauvre amie... ce ne sera pas en vain que toi et moi... nous aurons souffert !

Jacques CÉSANNE.

SAISON  
de Mai à Octobre  
**EVIAN CACHAT**  
Hôtels : Royal, Splendide, Ermitage

LE "TIP" remplace le Beurre  
Ara. Pellerin, 82, r. Rambuteau (210 le 1/2 kg)

5 HEURES  
DU  
MATINLES COMMUNES DISCUTENT  
LA QUESTION IRLANDAISE

C'est l'Allemagne qui a fomenté les insurrections pour créer des embarras à l'Angleterre.

LONDRES, 25 juin. — Les débats attendus sur la situation en Irlande et sur la politique que compte suivre le gouvernement à ce sujet se sont ouverts aujourd'hui à la Chambre des Communes.

M. Short, secrétaire d'Etat pour l'Irlande, a tout d'abord fait ressortir le danger qui menaçait la Grande-Bretagne du fait d'un complot allemand.

— Dans certains milieux, a-t-il dit, on a insinué que ces complots étaient un mythe ; telle n'est pas la réalité, car, dès 1911, des agents allemands considéraient l'Irlande comme un pays propre à causer des embarras au gouvernement britannique.

Personne ne peut nier que la malheureuse insurrection de Pâques 1916 fut fomentée par l'Allemagne.

Quant à l'homme débarqué par un sous-marin et maintenant prisonnier, on a dit que le bateau qui avait servi à son débarquement sortait d'une manufacture britannique et que dès lors c'était une affaire montée.

M. Short dit que ce bateau est à Londres ; il a été examiné par les experts : les cordages sont de fabrication étrangère, la toile est aussi de fabrication étrangère, de même que le modèle qui se rencontrait avant la guerre à Hanovre.

Le gouvernement sait que dans certains ports d'Allemagne une grande quantité de munitions ont été chargées sur deux sous-marins allemands, et, en outre, que des sous-marins allemands ont été aperçus dans des endroits où ils ne pouvaient pas avoir en vue de détruire des navires.

Après les discours de M. Short, sir Edward Carson, prenant la parole, a déclaré se féliciter de l'ajournement du Home Rule et a demandé que cette mesure fût remise jusqu'à la fin des hostilités.

M. Lloyd George a exposé ensuite combien le problème de l'Irlande avait causé de perplexité au gouvernement, lequel, à ce moment, s'est trouvé en face de difficultés terribles, telles qu'aucun gouvernement n'a eu à en traverser.

D'abord, déclara le premier ministre, le gouvernement a pensé que l'heure était venue de soumettre à la description toutes les parties du Royaume-Uni, dans l'intérêt de la guerre et de l'équité. Puis il a estimé qu'un changement était devenu nécessaire dans l'administration de l'Irlande et il a chargé lord French du poste de conseiller du gouvernement pour l'Irlande. Lord French et le secrétaire pour l'Irlande ont conseillé alors au gouvernement de tenter un plan de recrutement édifié sur la base de celui qui était appliqué en Angleterre avant le vote de la conscription.

Puis M. Lloyd George a parlé du complot allemand, machiné de complicité avec des Irlandais influents.

« Le complot », a-t-il ajouté, s'est associé à ce complot : c'est une des plus fatales erreurs qui aient jamais été commises. »

M. Lloyd George conclut en disant que tant que durera en Irlande l'état d'esprit actuel, aucune mesure législative ne pourra être prise, et il espère que l'Irlande participera de plein gré à la guerre de la civilisation.

## NOUVELLES BRÈVES

— Le capitaine Bouchardon a entendu hier matin M. Pozzi, caporal interprète, au sujet de l'affaire Caillaux. L'après-midi il a continué l'interrogatoire de M. Caillaux.

— La cour d'assises a condamné hier à la peine de mort Guerrero y Guerrero, accusé d'avoir assassiné une fillette de douze ans.

— La Chambre vient de renvoyer à la commission de l'armée un projet de loi déposé par le gouvernement dans le but de modifier la loi du 3 juillet 1917 et d'exclure des grandes écoles les fils nés en France d'étrangers ressortissant de puissances ennemies.

— La distribution des tickets de pain, de pétrole et d'essence pour juillet aura lieu, aux endroits habituels, les samedi 29 et dimanche 30 juin.

— Le prix des pommes de terre a été baissé à 50 francs les 100 kilos en gros, sauf pour la « hâtive ». La majoration de 20 centimes pour la vente au détail a été ramenée à 15 centimes.

— La 4<sup>e</sup> commission municipale a décidé, hier, de donner le nom de Gallieni à l'avenue non dénommée allant du pont Alexandre-III à l'hôtel des Invalides, et le nom de Guynemer à la rue du Luxembourg. Nos édiles, réunis aujourd'hui en comité du budget, prendront une décision définitive en ce qui concerne l'hommage à rendre au président Wilson.

— A l'occasion de sa nomination au poste de commissaire général des affaires de guerre franco-américaines, M. André Tardieu a reçu les félicitations de M. Lansing.

## LES COMMUNIQUÉS OFFICIELS

## Front français

14 HEURES. — Au nord de l'Aisne, après un violent bombardement, un combat à la grenade s'est engagé dans les ouvrages conquis par nous hier, au nord-est de Le Port. Notre front a été intégralement maintenu.

Actions d'artillerie assez vives dans la région de Faverolles et de Corcy.

Nous avons exécuté, en Woëvre et en Lorraine, trois coups de main qui nous ont valu une vingtaine de prisonniers.

23 HEURES. — Entre l'Oise et l'Aisne, des coups de main nous ont procuré des prisonniers.

L'activité de l'artillerie a été vive dans différents secteurs au sud de l'Aisne, notamment dans la région de Sully-la-Poterie.

## Front britannique

(25 juin.) — 13 HEURES. — La nuit dernière, à Neuville-Vitasse, des troupes canadiennes ont exécuté un raid sur les tranchées ennemies et ramené 21 prisonniers et 6 mitrailleuses.

Au cours d'une attaque heureuse au sud de la Scarpe, nous avons fait quelques prisonniers et pris une mitrailleuse.

Pendant la nuit, l'artillerie ennemie a été active entre Villers-Bretonneux et Morlaumont, au sud d'Avion et à l'ouest de Merville, et a fait amplement usage d'obus toxiques.

(25 juin.) — 21 H. 30. — Aucun événement particulièrement intéressant à signaler.

AVIATION. — En dépit de la violence du vent, le 24, nos avions ont accompli un grand nombre de reconnaissances et

L'EMPEREUR CHARLES  
est prêt à résoudre la crise  
par la dictature

La situation alimentaire s'aggrave en Autriche, et l'agitation gagne la Hongrie.

ZURICH, 25 juin. — On télégraphie de Vienne que l'empereur Charles a reçu en audience particulière plusieurs leaders politiques appartenant à la majorité et à la minorité du Reichsrat. A son grand regret, il a été obligé de leur déclarer qu'il ne prendra aucune décision avant le 30 juin, c'est-à-dire à une date où, s'il lui était impossible de résoudre la crise politique conformément à la Constitution, il se verrait forcé de gouverner en vertu de l'article 14.

## La Hongrie s'agit

ZURICH, 25 juin. — Selon les dépêches parvenues de Vienne, la situation serait beaucoup plus grave en Hongrie qu'en Autriche.

Cela n'est pas étonnant, fait-on observer dans les cercles politiques, puisque l'Autriche n'a rien à perdre alors que la Hongrie dispose d'énormes stocks de denrées alimentaires et qu'elle doit de ce fait ravitailler l'empire.

L'effervescence grandit à Budapest : les grèves des employés de l'Etat, des chemins de fer, des usines, ne sont pas près d'être finies.

## La Bavière refuse

ses pommes de terre à l'Autriche

BERNE, 25 juin. — L'Arbeiter Zeitung du 20 dit que plus de 400 ouvriers boulangers seront congédiés pendant le courant de la semaine.

La presse viennoise du 20 dit que le conseil communal de Vienne a constaté que la semaine prochaine la quantité de pommes de terre ne sera pas suffisante pour les besoins. Les importations de Hongrie sont problématiques.

D'autre part, le président des ministres bavarois a répondu télégraphiquement que l'Autriche ne devait pas compter sur des envois de pommes de terre de la part de la Bavière, car cette dernière se trouve, elle aussi, dans des conditions d'alimentation extrêmement difficiles.

L'Indépendance Day  
et l'Alsace-Lorraine

NEW-YORK, 24 juin. — La manifestation du 4 juillet, à laquelle, sur le désir exprimé par le président, tous les citoyens américains d'origine étrangère prendront part et viendront affirmer leur loyalisme, aura un caractère inaccoutumé.

Le président recevra à Washington une délégation de tous les pays qui ont donné des citoyens aux Etats-Unis, et il leur adressera une allocution.

Par une attention délicate, il a été décidé que la délégation des descendants de Français aurait comme chefs deux Alsaciens-Lorrains, M. Helzer, trésorier de l'Association des Alsaciens-Lorrains, et M. Rousselot, président de l'Union Alsacienne, qui prendront la parole.

Aucun fait — au regard de l'Amérique — comme au regard du monde entier — ne peut mieux attester publiquement l'union indissoluble de la France et de l'Alsace-Lorraine.

La Chine doit intervenir  
en Sibirie

LONDRES, 25 juin. — On mande de Pékin au Daily Mail :

Le ministre des Affaires étrangères chinois Lou-Tchang-Siang, interviewé, a dit : « La Chine, dans son propre intérêt et dans celui des Alliés, doit empêcher la marche des Allemands vers l'Extrême-Orient. La Chine, n'ayant pas d'ambitions territoriales, ne peut pas provoquer de soupçons. »

## L'intérêt des Bons du Trésor

Par décision ministérielle du 25 juin 1918, l'intérêt des bons du Trésor ordinaires a été fixé, à partir du 26 juin 1918 inclusivement :

A 3 0/0 pour les bons de un mois à moins de deux mois ;

A 3 50 0/0 pour les bons de deux mois à trois mois ;

A 4 50 0/0 pour les bons de plus de trois mois à moins d'un an ;

A 5 0/0 pour les bons à un an.

LE CHANCELIER HERTLING  
ET LA PAIX MONDIALE

Ce n'est pas l'empire allemand, dit-il, qui a approché la torche du baril de poudre.

BALE, 25 juin. — On mande de Berlin : Le Reichstag a continué aujourd'hui la discussion du traité de paix avec la Roumanie. Le chancelier Hertling a fait les déclarations suivantes :

« Le 24 février, j'ai pris nettement position au sujet du message du président Wilson. J'ai discuté ici ses quatre points connus, j'y ai adhéré en principe. Je disais que ces quatre points pouvaient constituer des bases pour la paix mondiale générale. Aucune déclaration quelconque du président Wilson ne les a suivies.

Ainsi, il est inutile de vouloir dérouler davantage le fil qu'on avait commencé à tordre ; cela d'autant moins de raisons d'être, après les déclarations qui nous sont parvenues depuis, notamment d'Amérique.

Vous avez montré, en vérité, clairement ce qu'il faut entendre par une ligne pacifique des peuples ou une union des peuples pour le maintien de la liberté et du droit. (Approbations.) Clairement aussi nos adversaires ont montré que c'est eux qui formeraient le noyau de cette ligne des peuples à constituer, qu'il n'y aurait ainsi pas de difficultés à isoler l'Allemagne qui se développe d'une façon gênante, et de l'étouffer en la ligotant économiquement.

M. Hertling, après avoir dit que le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères s'était fort bien acquitté de sa tâche, exprime son vif regret de l'accueil plus ou moins amical qui lui a été réservé dans de nombreux milieux.

« Je ne veux pas m'engager sur la question de la responsabilité abordée par le secrétaire d'Etat. Nous pouvons en toute tranquillité l'abandonner à l'histoire. Déjà on a des témoignages que ce n'est pas l'Allemagne qui est responsable de la guerre, que ce n'est pas elle qui a approché la torche du baril de poudre, que ce n'est pas elle qui a déclenché l'incendie mondial.

Le chancelier a conclu en disant :

« Nous ne pouvons que nous en remettre à la justice divine. »

Le chancelier a conclu en disant :

« Nous ne pouvons que nous en remettre à la justice divine. »

Le chancelier a conclu en disant :

« Nous ne pouvons que nous en remettre à la justice divine. »

Le chancelier a conclu en disant :

« Nous ne pouvons que nous en remettre à la justice divine. »

Le chancelier a conclu en disant :

« Nous ne pouvons que nous en remettre à la justice divine. »

Le chancelier a conclu en disant :

« Nous ne pouvons que nous en remettre à la justice divine. »

Le chancelier a conclu en disant :

« Nous ne pouvons que nous en remettre à la justice divine. »

Le chancelier a conclu en disant :

« Nous ne pouvons que nous en remettre à la justice divine. »

Le chancelier a conclu en disant :

« Nous ne pouvons que nous en remettre à la justice divine. »

Le chancelier a conclu en disant :

« Nous ne pouvons que nous en remettre à la justice divine. »

Le chancelier a conclu en disant :

« Nous ne pouvons que nous en remettre à la justice divine. »

Le chancelier a conclu en disant :

« Nous ne pouvons que nous en remettre à la justice divine. »

Le chancelier a conclu en disant :

« Nous ne pouvons que nous en remettre à la justice divine. »

Le chancelier a conclu en disant :

« Nous ne pouvons que nous en remettre à la justice divine. »

Le chancelier a conclu en disant :

« Nous ne pouvons que nous en remettre à la justice divine. »

Le chancelier a conclu en disant :

« Nous ne pouvons que nous en remettre à la justice divine. »

Le chancelier a conclu en disant :

« Nous ne pouvons que nous en remettre à la justice divine. »

Le chancelier a conclu en disant :

« Nous ne pouvons que nous en remettre à la justice divine. »

Le chancelier a conclu en disant :

« Nous ne pouvons que nous en remettre à la justice divine. »

Le chancelier a conclu en disant :

« Nous ne pouvons que nous en remettre à la justice divine. »

Le chancelier a conclu en disant :

« Nous ne pouvons que nous en remettre à la justice divine. »

Le chancelier a conclu en disant :

« Nous ne pouvons que nous en remettre à la justice divine. »

Le chancelier a conclu en disant :

« Nous ne pouvons que nous en remettre à la justice divine. »

Le chancelier a conclu en disant :

« Nous ne pouvons que nous en remettre à la justice divine. »

Le chancelier a conclu en disant :

« Nous ne pouvons que nous en remettre à la justice divine. »

Le chancelier a conclu en disant :

« Nous ne pouvons que nous en remettre à la justice divine. »

Le chancelier a conclu en disant :

« Nous ne pouvons que nous en remettre à la justice divine. »

Le chancelier a conclu en disant :

« Nous ne pouvons que nous en remettre à la justice divine. »

Le chancelier a conclu en disant :

« Nous ne pouvons que nous en remettre à la justice divine. »

Le chancelier a conclu en disant :

« Nous ne pouvons que nous en remettre à la justice divine. »

Le chancelier a conclu en disant :

« Nous ne pouvons que nous en remettre à la justice divine. »

Le chancelier a conclu en disant :

« Nous ne pouvons que nous en remettre à la justice divine. »

## CONCOURS DU CONSERVATOIRE

PIANO (HOMMES)

Est-ce parce qu'au lieu de recourir, comme d'habitude, au répertoire classique, qui est la base même de l'enseignement musical, le Conservatoire eut la fâcheuse idée d'imposer, pour l'épreuve d'hier, de pénibles Variations sur une Rapsodie orientale, écrites par M. Hillemaier, parait-il, en vue d'un cinématographe, que le concours nous parut si faible ? C'est fort possible, après tout, car que peuvent donner des élèves dans un morceau qui ne leur permet de déployer ni qualités de style, ni virtuosité réelle, ni technique transcendante, ni sentiment profond, ni variété de rythmes, ni... tout ce dont on devrait faire montre pour mériter une récompense suprême ?

Je ne sais si MM. les pianistes béniront cette innovation, mais, pour ma part, il me semble que les six concurrents inscrits au programme se seraient présentés sous un jour autrement favorable pour eux dans un des nombreux chefs-d'œuvre laissés par les grands maîtres.

Quoi qu'il en soit, M. Audoli, qu'on gratifia du premier prix, m'a paru, malgré son mécanisme d'excellent élève, inférieur à M. Benvenuti, qui dut se contenter d'un deuxième prix à l'unanimité, et qui avait fait montre d'une belle tenue, de jolis dons de coloriste et de musicien.

Le premier accessit récompensa M. Lévêque de ses charmantes sonorités, et M. Perlemuter de son jeu incolore et de son manque de rythme.

Quant à M. Debrienne, il remporta un jour d'autant plus incompréhensible qu'il a beaucoup de légèreté, un poignet excellent, de bonnes attaques et un sentiment vraiment artistique.

## HARPE CHROMATIQUE

Six élèves se présentaient, et six récompenses leur furent attribuées. C'est dire à quel point le jury fut satisfait de ce concours, qui lui permit de décerner un premier prix à Mlle Fournier, un deuxième à Mlle Lemoine (rappel), Robin et Terren, un premier accessit à Mlle Zurluh et un second à Mlle Baud.

## HARPE A PÉDALES

Onze concurrentes, et dix nominations au palmarès. C'est un beau succès pour la classe de M. Tournier. Le premier prix fut partagé entre Mlle Vannevelde, qui a un très beau son mais qui exagère par trop ses nuances, Mlle Lautemann (un prodige de onze ans, qui fit montre d'une sécurité, d'un rythme, d'une netteté et d'une ampleur de son n'excluant pas la grâce, la légèreté et la volonté), et Mlle Quinet, qui eût été nommée la première si ses qualités rythmiques avaient été à la hauteur de ses autres mérites tout à fait supérieurs.

Trois seconds prix allèrent, trouver justement Mlles Blaquart, Flon et Lefèvre. Deux premiers accessits furent le lot de Mlles Malvano et Cassella, et deux seconds celui de Mlles Bonifacio et Minet.

Fernand LE BORNE.

## LA LUTTE POUR VENISE

C'est des régions où se déroule, depuis quelques jours, la grande bataille d'Italie, c'est en particulier de Venise qu'afflueront en France dès le troisième siècle, à l'appel du roi et des seigneurs féodaux, ces bandes de mercenaires et de soldats qui, sous le nom de Lombards et qui s'installent dans des villes où des « rues des Lombards » subsistent encore aujourd'hui.

A leur langue, notre vocabulaire financier doit de nombreux termes : ceux de « banque », de « bilan », de « agio », et bien d'autres. Leur influence fut parfois très considérable, et si onéreux qu'aient été les prêts consentis par eux, on ne saurait oublier qu'ils servaient, dans bien des cas, à constituer et à consolider l'unité française.

Car, de tout temps, l'argent fut, dans la conduite de la guerre, l'un des facteurs prépondérants. Comme les méthodes et les instruments de guerre, méthodes et instruments de crédit se sont modifiés. Des canons à longue portée et à tir rapide défendent aujourd'hui les campagnes de la Vénétie et celles de l'Ile-de-France. Des opérations de crédit, elles aussi à longue portée et à grand rendement, ont permis de les fabriquer, de les approvisionner et de les renouveler. Aux rares échoppes des



